

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL FEDERATION OF ACCOUNTANTS

CONSEIL INTERNATIONAL DES NORMES D'AUDIT DE L'IFAC (IAASB)

L'IAASB consulte sur l'assurance à exprimer sur le reporting externe étendu

Les entreprises sont de plus en plus conduites à rendre compte de leur performance et de leur impact via un rapport externe élargi, «Extended External Reporting» ou «EER», soit de façon volontaire, soit par suite d'une obligation légale ou réglementaire et il existe une demande croissante de missions d'assurance sur ce type de rapports.

Par suite, l'IAASB a élaboré des recommandations non obligatoires, et les soumet aux commentaires des parties prenantes jusqu'au 13 juillet 2020.

L'EER englobe différentes formes de reporting, comprenant le reporting intégré, le reporting sur le développement durable et d'autres types de rapports présentés par les entités concernant les questions environnementales, sociales et de gouvernance.

L'objectif de la consultation de l'IAASB est de promouvoir l'application uniforme de la Norme internationale sur les missions d'assurance ISAE 3000 (Révisée), Assurance Engagements Other than Audits or Reviews of Historical Financial Information (Missions d'assurance autres que des missions d'audit ou d'examen d'informations financières historiques), de façon à :

- renforcer l'influence de ces missions d'assurance sur la qualité des rapports EER ;
- améliorer la confiance accordée par les utilisateurs aux rapports d'assurance qui en résultent ;
- générer une plus grande confiance dans la fiabilité des rapports EER parmi leurs utilisateurs.

L'IAASB consulte également sur deux documents supplémentaires : Supplément A, Crédibilité et modèle de confiance, Historique et information contextuelle et Supplément B, Exemples d'illustration.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IFAC - Communiqué de presse - 13 mars 2020

L'ACTUALITE EUROPEENNE

ACCOUNTANCY EUROPE (ACE)

ACE publie un Audit Policy Update

ACE met en ligne un nouvel opus de sa publication récurrente, Audit Policy Update, daté de mars 2020, qui évoque notamment :

- la publication par ACE, le 19 février, d'une fiche documentaire (Factsheet) qui s'intéresse à la transposition, dans les législations nationales, de la Directive 2014/95/UE sur le reporting non-financier et à son impact sur le rôle de l'auditeur légal et du prestataire d'une mission d'assurance

indépendante et qui examine également l'exercice dans toute l'Europe d'une pratique d'assurance volontaire s'étendant au-delà des obligations légales ;

- l'approbation, le 18 février 2020, par l'ECON d'un amendement au rapport sur la concurrence de l'Union européenne, déposé par un député européen représentant la Finlande et qui appelle la Commission européenne à prendre en considération les recommandations de l'autorité britannique de la Concurrence (CMA) concernant les audits conjoints et la séparation entre les missions d'audit et les missions autres que l'audit ;

- la demande faite à la Commission européenne par deux députés européens en vue qu'elle réforme la réglementation de l'audit dans le contexte de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (en relation avec les Luanda Leaks).

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse - 12 mars 2020

AUTORITE BANCAIRE EUROPEENNE (ABE)

L'ABE présente les actions qu'elle envisage pour limiter l'impact du COVID-19 sur le secteur bancaire européen

Face à l'épidémie de COVID-19, l'ABE dresse un bilan de la situation des banques européennes et identifie les mesures qu'elle compte prendre pour les accompagner dans le contexte actuel, pour faire face aux risques associés aux perspectives économiques.

Elle indique ainsi différer jusqu'en 2021 les tests de résistance dans le secteur bancaire, afin de permettre aux banques de donner la priorité à leur continuité opérationnelle et elle invite les autorités compétentes à faire plein usage, le cas échéant, de la flexibilité figurant dans la réglementation existante.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ABE - Communiqué de presse - 12 mars 2020

AUTORITE EUROPEENNE DES MARCHES FINANCIERS (ESMA)

L'ESMA met en ligne son programme d'intervention en matière de supervision pour l'année 2020

L'ESMA a communiqué son programme de travail en matière de supervision pour l'année 2020, et précisé ses domaines d'intervention concernant la supervision des agences de notation de crédit, les référentiels centraux (Trade Repositories -TR), la surveillance des contreparties centrales de compensation de pays tiers (third-country Central Clearing Counterparties, TC-CCP) et les dépositaires centraux de titres (Central Securities Depositories, TC-CSD).

L'ESMA se prépare par ailleurs à ses nouvelles responsabilités de surveillance en vertu du règlement sur les opérations de financement sur titres (Securities Financing Transactions Regulation- SFTR), du règlement sur la titrisation (Securitisation Regulation -SECR), et du règlement sur les indices de référence et du MiFIR.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ESMA - Communiqué de presse - 9 mars 2020

EUROPEAN FINANCIAL REPORTING ADVISORY GROUP (EFRAG)

L'EFRAG annonce la composition de son panel consultatif sur les actifs incorporels

Lors de sa réunion de mars 2020, le Groupe Technique d'experts de l'EFRAG a approuvé la composition du panel consultatif sur les actifs incorporels. L'EFRAG accueille en qualité de membres Florian

Bercault, Ian Bishop, Giorgio Calimani, Laure Chatillon, Alexandre Goncalves, Laurine Lemon, Gianluca Manca, Marietta Miemietz, Bertrand Perrin, Laurent Pieraerts, Jochem Quaak, Ivars Strautins, Jeremy Stuber, Ton van Ooijen, Jesús Valero and Hanno Wulbrand. Ce panel aura un rôle important à jouer en conseillant le TEG de l'EFRAG sur des aspects spécifiques des actifs incorporels.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

EFRAG - Communiqué de presse - 13 mars 2020

L'EFRAG Lab lance un appel à candidatures pour son deuxième groupe de travail

L'EFRAG recherche des candidatures pour siéger à son deuxième groupe de travail qui s'occupera d'un nouveau projet sur le reporting des risques non financiers et leur corrélation avec le modèle d'entreprise. L'objectif de ce nouveau projet est d'identifier les bonnes pratiques s'agissant du reporting des risques non-financiers et d'examiner les besoins et les attentes en information d'une large gamme d'utilisateurs et d'autres parties prenantes. Le groupe de travail devra également évaluer les pratiques actuelles de reporting et les défis auxquels font face les entreprises pour fournir cette information. Les candidatures doivent parvenir d'ici le 10 avril 2020.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

EFRAG - Communiqué de presse - 13 mars 2020

FEDERATION EUROPEENNE DES COMPTABLES ET AUDITEURS POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (EFAA)

L'EFAA réclame des dispositifs pour aider les petites et moyennes structures à faire face à la crise actuelle liée au coronavirus

L'EFAA lance un appel auprès des institutions de l'Union européenne afin qu'elles soutiennent les économies nationales en général et qu'elles prennent des mesures spécifiques pour aider les petites et moyennes structures.

Elle renvoie aux préconisations de SME United (<https://smeunited.eu/news/smes-call-for-economic-support-due-to-covid-19-impact>) pour que des aides et des allègements soient proposés sans délai au niveau européen.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

EFAA - Communiqué de presse - 12 mars 2020

L'ACTUALITE PAR PAYS

AFRIQUE DU SUD - Comité de Reporting Intégré (IRC)

L'IRC d'Afrique du Sud publie une mise à jour de son guide initialement publié en 2014, afin de proposer aux entreprises des recommandations pratiques pour la préparation d'un rapport intégré. Le guide s'aligne sur les préconisations du rapport sur la gouvernance d'entreprise pour l'Afrique du Sud, dit rapport King IV.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IRC - Communiqué de presse - 10 janvier 2020

AUSTRALIE - Australian Accounting Standards Board (AASB)

L'AASB et l'AUASB publient une étude sur l'impact du COVID-19

L'AASB et l'Australian Auditing and Assurance Standards Board (AUASB) mettent en ligne une nouvelle publication, intitulée «The Impact of Coronavirus on Financial Reporting and the Auditor's Considerations», qui décrit les caractéristiques et les impacts de la pandémie du COVID-19 sur le reporting financier et sur l'audit. L'objectif de ce document, sous forme de Questions-Réponses, est de guider les préparateurs des états financiers et les auditeurs sur certains points à prendre en considération et de les aider à évaluer l'impact du COVID-19 en amont du reporting et de son audit, vu les conditions inédites et rapidement évolutives liées à la pandémie auxquelles ils ne sont pas habitués. Les auditeurs doivent notamment être vigilants et exercer leur esprit critique face aux éventuelles inexactitudes dans le reporting financier susceptibles d'en résulter.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

AASB – Communiqué de presse - 16 mars 2020

ETATS-UNIS - American Institute of CPAs (AICPA)

L'AICPA publie un référentiel de reporting pour la gestion du risque lié à la chaîne logistique

L'AICPA a lancé un nouveau référentiel de reporting du risque, SOC for Supply Chain, destiné à aider les manufacturiers, les producteurs et les entreprises de distribution à identifier, évaluer et traiter les risques liés à la chaîne d'approvisionnement. Actuellement, les chaînes d'approvisionnement sont extrêmement sophistiquées et complexes et présentent souvent un fort lien d'interdépendance, qui accroît la vulnérabilité d'une entreprise. Le référentiel proposé permet aux entreprises d'évaluer ce risque d'interdépendance, de comprendre l'efficacité des contrôles et d'identifier les faiblesses.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

Journal of Accountancy - Mars 2020

La Maison Blanche propose d'intégrer le PCAOB dans la SEC

Le dernier projet de budget de la Maison blanche propose de consolider les fonctions et les responsabilités du PCAOB au sein de la Securities and Exchange Commission à compter de 2022, afin d'économiser quelque 57 millions de dollars chaque année. Cette initiative a peu de chances d'aboutir, mais elle pourrait néanmoins exercer un certain poids lors des négociations budgétaires après les élections de novembre.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

Accounting today - 13 février 2020

INDE - Institute of Chartered Accountants of India (ICAI)

L'ICAI met en place un conseil de normes sur le développement durable

L'ICAI a mis en place un organisme chargé d'établir des normes sectorielles pour la comptabilisation et la présentation des informations sur les questions ayant une incidence significative sur l'environnement, la responsabilité sociale et la gouvernance d'entreprise, « Sustainability Accounting Standards Board ». Cet organisme fixera les normes qui régiront la présentation d'informations en accord avec les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

Economic Times of India - 13 février 2020

QUATAR

L'IASCA lance un programme de formation en association avec l'Institut professionnel du Qatar

L'International Arab Society of Certified Public Accountants (IASCA) annonce qu'il a conclu un accord avec l'Institut professionnel du Qatar, Qatar Association of Certified Public Accountants (QCPA).

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

The Accountant - 17 mars 2020

ROYAUME-UNI - Financial Reporting Council (FRC)

Le FRC publie une mise à jour de ses recommandations en relation avec le COVID-19

Le FRC publie une mise à jour de ses recommandations à l'attention des auditeurs susceptibles de faire face à des difficultés pratiques pour effectuer leur mission d'audit suite à la pandémie de coronavirus. Le FRC exprime son souhait que la situation actuelle ne freine pas la prestation d'audits de qualité élevée et que les audits continuent de se conformer entièrement aux normes requises. Par ailleurs, au vu de l'évolution de la situation, les auditeurs vont devoir :

- évaluer l'impact du COVID-19, notamment sur leurs procédures de collecte d'éléments probants,
- s'exprimer sur le caractère approprié des informations produites par la direction concernant l'impact du COVID-19 sur leur entreprise, et sur la continuité de l'exploitation et des perspectives de l'entreprise auditée.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

FRC - Communiqué de presse - 16 mars 2020

Le Royaume-Uni confirme la taxe sur le numérique à compter du 1er avril 2020

Le gouvernement britannique a confirmé la mise en application de la taxe sur les services numériques à compter du 1er avril 2020. Cette taxe devrait être globalement de l'ordre de celles appliquées par les autres pays, sans excéder toutefois 2% (par comparaison aux 3% de la France et de l'Italie). Le Royaume-Uni n'a pas encore indiqué clairement s'il avait l'intention de différer cette taxe à la fin de l'année, et de ne la collecter qu'en cas d'échec de l'OCDE à trouver une solution globale.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ETAf - Weekly Tax News - 16 mars 2020

Le Royaume-Uni sur le point de mettre en place une version britannique de la loi Sarbanes-Oxley

Le gouvernement britannique est en train de finaliser son programme de consultation sur des projets de lois visant à réviser la réglementation de l'audit. Il envisagerait notamment d'introduire une version britannique de la loi Sarbanes-Oxley, qui ferait obligation aux dirigeants sociaux de certifier l'exactitude des états financiers. Il pourrait également lancer une consultation sur l'extension de la définition d'entité d'intérêt public, qui conduirait des milliers d'entreprises supplémentaires à se soumettre à une supervision réglementaire.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ACE - Audit Update - 12 mars 2020